

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 288

31 janvier 2014

SOMMAIRE

Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l.	13806	Merck Chemicals Holding S.à r.l.	13779
Agence d'Assurances Feith S.à r.l.	13824	Merck Holding S.à r.l.	13781
Athena Apparel Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	13790	Meridium Financial S.A.	13789
Atlas Copco Finance S.à r.l.	13791	Mholdings S.à r.l.	13788
Beyond Management S.A.	13790	Milium Investments S.A.	13782
ByDK GmbH	13800	Millipart S.à r.l.	13780
Cable & Wireless Global Businesses International Sàrl	13798	Millipart S.à r.l.	13779
CMB Immobilière	13783	Millipore International Holdings S.à r.l. ..	13789
DBS Holding S.à r.l.	13822	Nobel Design	13782
Exit Door Holding 2 S.à r.l.	13824	Orion Développement S.A.	13778
Financière de Gestion du Luxembourg S.A.	13789	Pradera Central Management S.à r.l.	13778
Gardenialux SA	13821	Skortina S.à r.l.	13784
J.A.C.C. S.A.	13783	Société Maria Rheinsheim	13787
Jocar Holding S.A.	13783	Soundselection Sàrl	13783
Kashyk S.A.	13782	Speedtracing S.à r.l.	13783
Les Intages Property S.A.	13781	TK Aluminum U.S. S.à r.l.	13785
Lux-Composition S.A.	13824	Togan S.A.	13784
Magfin S.A.	13788	Tomalu S.A.	13787
Magrina S.à r.l.	13791	Unicorn Investors S.à r.l.	13784
Marie Property S.A.	13780	Unitpool Asset Management Alpha S.à r.l.	13784
Marie S.à r.l.	13788	Usine S.A.	13784
Maro I	13778	Valdor&K Lux S.A.	13785
Maro I Holding	13779	Venezuela Cable Service Holdings S.à r.l.	13787
Maxiver S.à r.l.	13781	Vodafone Enterprise Global Businesses S.à r.l.	13798
		V.R.D. Toni Rante S.à r.l.	13788

Pradera Central Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 111.810.

—
EXTRAIT

Le conseil de gérance de la Société, tenu le 20 décembre 2013 a décidé de transférer le siège social de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014:

Du 69, Route d'Esch

L-1470 Luxembourg

Au Centre Etoile

11/13 Boulevard de la Foire

L-1528 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PRADERA CENTRAL MANAGEMENT Sàrl

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014001110/21.

(130224320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Orion Développement S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 78.681.

—
Veuillez prendre note que la société anonyme Intertrust (Luxembourg) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5.524, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a dénoncé le siège social établi dans ses locaux de la société anonyme ORION DEVELOPPEMENT S.A., en liquidation volontaire, R.C.S. Luxembourg B78681, avec effet au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Pour avis sincère et conforme

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014001095/13.

(130224024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Maro I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 182.768.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 16 décembre 2013

L'associé unique de Maro I (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Stefan Koch en tant que gérant de catégorie B avec effet au 16 décembre 2013;

et

- de nommer les gérants suivants avec effet au 16 décembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* *Gérant de catégorie A:*

- Jan Willem Overheul, né le 4 janvier 1982 à Neerijnen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

* *Gérant de catégorie B:*

- Jean-Michel Clinquart, né le 20 novembre 1980 à Messancy, Belgique, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Référence de publication: 2014001672/20.

(140000772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Maro I Holding, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 182.831.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 16 décembre 2013

L'associé unique de Maro I Holding (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Stefan Koch en tant que gérant de catégorie B avec effet au 16 décembre 2013;

et

- de nommer les gérants suivants avec effet au 16 décembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* *Gérant de catégorie A:*

- Jan Willem Overheul, né le 4 janvier 1982 à Neerijnen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

* *Gérant de catégorie B:*

- Jean-Michel Clinquart, né le 20 novembre 1980 à Messancy, Belgique, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Référence de publication: 2014001673/20.

(140000771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Merck Chemicals Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 99.939,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 177.715.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire et des décisions de l'associé unique tenue en date du 12 décembre 2013 au siège social

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire et des Décisions de l'Associé Unique tenue en date du 12 décembre 2013 au siège social que (traduction libre):

«*Première décision*L'Associé Unique décide d'accepter la lettre de démission de Monsieur Armin Gembruch datée du 4 décembre 2013, indiquant sa démission de son poste de gérant de catégorie A du Conseil de Gérance de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

*Pour la société**Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2014001679/21.

(140000862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Millipart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 214.347.700,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 112.435.

Par la présente et en ma qualité de Gérant de Classe B, je vous informe du changement de mon adresse professionnelle du 2a Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 23 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Richard LENERTZ.

Référence de publication: 2014001712/13.

(140000464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Millipart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 214.347.700,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 112.435.

—
Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire et des décisions de l'associé unique tenue en date du 4 décembre 2013 au siège social

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire et des Décisions de Associé Unique tenue en date du 4 décembre 2013 au siège social que (traduction libre):

«Première décision

L'Associé Unique accepte la lettre de Monsieur Armin Gembruch datée du 4 décembre 2013 indiquant sa démission de son poste de Gérant de Classe A de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014.

(...)

Quatrième décision

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société du 2a, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 55-57, rue de Merl, L-2146 F Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 23 décembre 2013.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001710/25.

(140000464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Marie Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 148.844.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique du 31 décembre 2013

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la société, tenue à Luxembourg le 31 décembre 2013, que les résolutions suivantes ont été adoptées:

- L'actionnaire unique décide d'accepter la démission de Monsieur Patrick de Froidmont, Monsieur Laurent Weis et de Monsieur Adrien Rolle de leur fonction d'administrateur.

- L'actionnaire unique décide de nommer:

* Monsieur Marc Koeune, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

* Monsieur Denis Brevet, né le 2 janvier 1983 à Malmedy (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

* Madame Nicole Thommes, née le 28 octobre 1961 à Arlon (Belgique) et domiciliés professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

* Monsieur Jean-Yves Nicolas, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

Aux fonctions d'administrateurs de la société et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2019

- L'actionnaire unique décide de transférer le siège de la société à Luxembourg à l'adresse suivant: 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

- L'actionnaire unique décide d'accepter la démission de Monsieur Benoît de Froidmont de sa fonction de commissaire aux comptes

- L'actionnaire unique décide de nommer CEDERLUX-SERVICES S.A.R.L. B79.327 ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2019

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001695/34.

(140000839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Maxiver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9690 Watrange, 41, rue Abbé Welter.

R.C.S. Luxembourg B 107.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001696/9.

(140000959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Merck Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.250.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 177.672.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue en date du 9 décembre 2013 au siège social

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 9 décembre 2013 au siège social que (traduction libre):

«Première résolution

L'Assemblée décide d'accepter la lettre de démission de Monsieur Armin Gembruch datée du 4 décembre 2013, indiquant sa démission de son poste de gérant de catégorie A du Conseil de Gérance de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001680/20.

(140000861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Les Intages Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 159.313.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique du 31 décembre 2013

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la société, tenue à Luxembourg le 31 décembre 2013, que les résolutions suivantes ont été adoptées:

- L'actionnaire unique décide d'accepter la démission de Monsieur Frédéric Depireux, Monsieur Laurent Weis et de Monsieur Adrien Rolle de leur fonction d'administrateur.

- L'actionnaire unique décide de nommer:

* Monsieur Marc Koeune, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

* Monsieur Denis Brever, né le 2 janvier 1983 à Malmedy (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

* Madame Nicole Thommes, née le 28 octobre 1961 à Arlon (Belgique) et domiciliés professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

* Monsieur Jean-Yves Nicolas, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

Aux fonctions d'administrateurs de la société et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2019

- L'actionnaire unique décide de transférer le siège de la société à Luxembourg à l'adresse suivant: 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

- L'actionnaire unique décide d'accepter la démission de Benoît de Froidmont de sa fonction de commissaire aux comptes

- L'actionnaire unique décide de nommer CEDERLUX-SERVICES S.A.R.L. B79.327 ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2019

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001659/34.

(140000838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Milium Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 118.611.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014001706/10.

(140000788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Nobel Design, Société Anonyme.

Siège social: L-7242 Helmsange, 14, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 96.110.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.

12, rue de la Gare

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2014001072/13.

(130224505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Kashyk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 125.122.

Par décision du Conseil d'Administration tenu le 16 décembre 2013 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission de Madame Marina Padalino, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, de sa fonction d'administrateur, avec effet au 31 octobre 2013;

- De coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Monsieur Marco Gostoli, résidant professionnellement Carré Bonn, 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celui de son prédécesseur.

- D'appeler à la fonction de Président du Conseil d'Administration Monsieur Marco Gostoli précité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KASHYK S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014001634/17.

(140001091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

J.A.C.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 50.056.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02.01.2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014001622/12.

(140000870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Jocar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 65.123.

Les comptes de dissolution au 19.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001626/9.

(140000797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

CMB Immobilière, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 152, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 158.358.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à.r.l.

12, rue de la Gare

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2014000083/13.

(130223862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Speedtracing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 114.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014001245/10.

(130223907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Soundselecion Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3220 Bettembourg, 11-13, rue Collart.

R.C.S. Luxembourg B 46.397.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014001244/10.

(130223986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Togan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 151.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2014001281/11.

(130224522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Skortina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 162.687.

Extrait des résolutions des gérants en date du 19 décembre 2013

Les gérants de la Société ont décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la Société du 19 - 21 Boulevard du Prince Henri, L -1724 Luxembourg, Luxembourg vers le 20 RUE DE LA POSTE, L-2346 LUXEMBOURG, LUXEMBOURG avec effet au 19 décembre 2013

Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2014001238/15.

(140000207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Usine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4084 Esch-sur-Alzette, 15, rue François Donven.
R.C.S. Luxembourg B 132.361.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001294/9.

(140000621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Unitpool Asset Management Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 151.374.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001293/9.

(140000587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Unicorn Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 28.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 116.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Référence de publication: 2014001290/10.

(130224554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Valdor&K Lux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4761 Pétange, 27, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001298/11.

(130223971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

TK Aluminum U.S. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 88.955.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of December.

Before Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

TK Aluminum Ltd, a company incorporated under the laws of Bermuda, established and having its registered office at 2, Clarendon House, Church Street, BER-HM11 Hamilton, Bermuda, registered with the register of Bermuda in Bermuda, under the number 32393,

here represented by:

Maître Jérôme Burel, lawyer, residing professionally in L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe,

by virtue of a proxy given under private seal on 17 December 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as aforementioned, requested the undersigned notary to record the following:

I.- TK Aluminum Ltd, pre-named is the sole shareholder of TK Aluminum US S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies (registre de commerce et des sociétés) under the number B 88955 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated 29 August 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Memorial C"), number 1541 dated 25 October 2002, the articles of association of which have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Alphonse Lentz, then notary residing at Remich, Grand Duchy of Luxembourg, dated 1st March 2005, published in the Mémorial C, number 678 of 9 July 2005.

II.- The Company's corporate capital is fixed at two hundred thirty-seven thousand four hundred Euros (EUR 237,400.-) represented by two thousand three hundred and seventy-four (2,374) shares with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, divided in one thousand one hundred and eighty-seven (1,187) class «A» shares and one thousand one hundred and eighty-seven (1,187) class «B» shares, having the same rights and obligations, all subscribed and fully paid-up.

All two thousand three hundred and seventy-four (2,374) shares are owned by the sole shareholder TK Aluminum Ltd, prenamed.

TK Aluminum Ltd, represented as here above stated, acting in its capacity as sole shareholder of the Company, then takes the following resolutions:

- The sole shareholder, representing the whole Company's corporate capital, declares that the Company has discontinued all its activities as of 18 December 2013, and decides to dissolve and to liquidate the Company with effect as of 18 December 2013.

- The sole shareholder, acting in its capacity as liquidator of the Company, declares that the liquidation of the Company has been done in accordance with the rights of any interested party, that it will take over all the assets and liabilities of the Company and that it will pay all liabilities of the Company, even if unknown at present.

- Full and entire discharge is granted to the sole manager of the Company for the performance of its assignment.

- All books and documents of the Company will be kept for the legal duration of five (5) years at the offices of G.T. Fiduciaires S.A., a public company limited by shares (société anonyme), incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 121820.

- G.T. Fiduciaires S.A, pre-named, is authorized, in the name and on behalf of the sole shareholder to file any tax declaration, notice to the Luxembourg register of commerce and companies and any other documents necessary or useful for the closing of the liquidation.

III.- The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR one thousand one hundred (1,100 euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

TK Aluminum Ltd, une société constituée sous les lois des Bermudes, établie et ayant son siège social à 2, Clarendon House, Church Street, BER-HM11 Hamilton, Bermudes, enregistrée au registre des Bermudes aux Bermudes sous le numéro 32393,

ici représentée par:

Maître Jérôme Burel, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé le 17 décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme susmentionné, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I.- TK Aluminum Ltd, préqualifiée est l'associée unique de TK Aluminum US S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88955 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Memorial C»), numéro 1541 en date du 25 octobre 2002, les statuts de laquelle ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Alphonse Lentz, alors notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 1^{er} mars 2005, publié au Mémorial C, numéro 678 du 9 juillet 2005.

Le capital social de la Société est fixé à deux cent trente-sept mille quatre cents Euros (EUR 237.400.-) divisé en deux mille trois cent soixante-quatorze (2.374) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100.-) chacune, divisées en mille cent quatre-vingt-sept (1.187) parts sociales de catégorie «A» et mille cent quatre-vingt-sept (1.187) parts sociales de catégorie «B», ayant les mêmes droits et obligations, toutes souscrites et entièrement libérées.

Toutes les deux mille trois cent soixante-quatorze (2.374) parts sociales sont détenues par l'associée unique TK Aluminum Ltd, prénommée.

TK Aluminum Ltd, représentée ainsi qu'il a été dit ci-avant, agissant en sa qualité d'associée unique de la Société, a pris ensuite les décisions suivantes:

- L'associée unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, déclare que la Société a arrêté ses activités à compter du 18 décembre 2013 et décide de dissoudre et de liquider la Société avec effet au 18 décembre 2013.

- L'associée unique, agissant en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que la liquidation de la Société a été réalisée en respectant les droits de toute partie intéressée, qu'elle s'engage à reprendre tous les éléments d'actifs et de passifs de la Société, et qu'elle s'engage à payer toutes les dettes de la Société, même inconnues à l'instant.

- Décharge pleine et entière est donnée au gérant unique de la Société pour l'exécution de son mandat.

- Tous les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée légale de cinq (5) ans au siège de G.T. Fiduciaires S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121820.

- G.T. Fiduciaires S.A., préqualifiée est autorisé au nom et pour le compte de l'associée unique à déposer toute déclaration fiscale, notification au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et tout autre document nécessaire ou utile à la clôture de la liquidation.

III.- Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à la somme de EUR mille cent (1.100 euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par la présente qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de différences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: BUREL, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19/12/2013. Relation: EAC/2013/16822. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 02/01/2014.

Référence de publication: 2014001280/112.

(140000166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Tomalu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 117.252.

Le Bilan au 30.06.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014001283/10.

(130224510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Venezuela Cable Service Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.284.531,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 162.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001302/12.

(130224498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Société Maria Rheinsheim, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 306.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 14 octobre 2013

point 3: Démission d'un membre du Conseil d'Administration

Par sa lettre du 31 juillet 2013, Monsieur Paul LENERT fait part au Conseil d'Administration de sa décision de mettre à disposition son mandat d'administrateur de la société Maria Rheinsheim S.A. avec effet immédiat, le 31 juillet 2013.

Les membres du conseil acceptent la démission de Monsieur LENERT et après délibération les membres du conseil décident à l'unanimité de garder ce mandat vacant jusqu'à une nouvelle décision.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Georges PIERRET

Président

Référence de publication: 2014001240/17.

(130224643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

V.R.D. Toni Rante S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4888 Lamadelaine, 2, Op den Gehren.

R.C.S. Luxembourg B 90.243.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 30 décembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2014001297/10.

(130224406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Marie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 122.801.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 29 novembre 2013

L'associé unique de Marie S.à r.l. (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Miroslav Stoev en tant que gérant de catégorie A avec effet au 29 novembre 2013;
et

- de nommer le gérant de catégorie A suivant avec effet au 29 novembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* Marcus Wolsfeld, né le 28 Novembre 1975 à Trèves, Allemagne, demeurant professionnellement au 64 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Luxembourg, le 02 janvier 2014.

Référence de publication: 2014001670/15.

(140000667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Mholdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 11.070.230,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 121.622.

Les comptes annuels consolidés de la société au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Référence de publication: 2014001683/11.

(140000847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Magfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 125.705.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 30 décembre 2013

Monsieur DE BERNARDI Alexis, Monsieur DONATI Régis et Monsieur REGGIORI Robert sont renommés administrateurs.

Monsieur DONATI Régis est renommé Président du Conseil.

Monsieur GALIONE Gioacchino est renommé commissaire aux comptes.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

MAGFIN S.A.

Régis DONATI

Administrateur

Référence de publication: 2014001692/18.

(140000508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Millipore International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 359.091.330,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 148.420.

—
Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue en date du 13 décembre 2013 au siège social de la société

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 13 décembre 2013 au siège social de la Société que (traduction libre):

«Première résolution

L'Assemblée décide d'accepter la lettre de démission de Monsieur Armin Gembruch datée du 4 décembre 2013, indiquant sa démission de son poste de gérant de Classe A du Conseil de Gérance de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014001687/21.

(140000863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Meridium Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 116.222.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014001703/10.

(140000936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Financière de Gestion du Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 37, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 105.565.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize,

le douze décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Jean-Michel JADOT, administrateur de société, demeurant au 156, rue de la Quielle, F-57390 Audun-Le-Tiche (France).

Lequel comparant, ici personnellement présent, a déclaré et a requis le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la société «FINANCIERE DE GESTION DU LUXEMBOURG S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 37, rue Dicks, L-4081 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 105 565, a été constituée suivant acte notarié dressé en date du 30 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 409 du 03 mai 2005 (ci-après: «la Société»). Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé en date du 28 novembre 2011, publié au Mémorial, le 15 février 2012, sous le numéro 396 et page 19001.

II.- Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à trente et un mille euros (31'000.-EUR) divisé en sept cent soixante-quinze (775) actions d'une valeur nominale de quarante euros (40.EUR) par action, chaque action se trouvant intégralement libérée.

III.- Que le soussigné déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

IV.- Qu'il est devenu successivement propriétaire de toutes les sept cent soixante-quinze (775) actions de la susdite Société et qu'en tant qu'actionnaire unique il a décidé de procéder à la dissolution de la susdite Société.

V.- Que lui, en tant que liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que lui, également en tant qu'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il a réglé tout le passif de la Société dissoute s'engageant à reprendre tous actifs, dettes et autres engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire de la Société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII.- Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège de la Société.

VIII.- Que les certificats d'actions au porteur ou le cas échéant, le registre des actionnaires nominatifs ont été annulés à partir de ce jour, le tout en présence du notaire instrumentant.

IX.- Que lui comparant et actionnaire unique s'engage à payer les frais du présent acte.

Dont acte, passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses noms prénoms usuels, états et demeures, ledit comparant a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: J.M. JADOT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16552. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013178748/46.

(130219004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Beyond Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 152.555.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires tenue de manière extraordinaire au siège social le 27 décembre 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter les démissions, avec effet immédiat, de leurs postes d'administrateurs de la société:

- Monsieur Daniel Galhano, demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- Monsieur Laurent Teitgen, demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- La société CAPITAL OPPORTUNITY S.A. (B 149.718), ayant son siège social au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de réduire le nombre des administrateurs de la société de 3 à 1.

3) L'Assemblée décide de nommer, avec effet immédiat, au poste d'administrateur de la Société:

- Monsieur Michaja Reijsoo, né le 3 décembre 1988 à s-Hertogenbosch (Pays-Bas), demeurant au 418, Rentmeestershoef, NL-5403 Uden (Pays-Bas), pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la Société devant se tenir en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BEYOND MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2014001407/21.

(140000680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Athena Apparel Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.489.

Les comptes consolidés au 26 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2014001380/10.

(140000659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Atlas Copco Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.250.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 117.931.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 30 décembre 2013 à Luxembourg

L'associé unique a décidé de nommer, pour une période indéterminée, Madame Martina TODOROVA, née le 8 mai 1984 à Sofia, Bulgarie et demeurant professionnellement au 7, Iskarsko Shousse Blvd., Building 3, 1528 Sofia, Bulgarie, en qualité de gérante de classe A de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001383/13.

(14000277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Magrina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 182.173.

—
STATUTES

In the year two thousand twelve, on the twenty-seventh of November.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Orangefield (Luxembourg) S.A., a corporation existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 28.967),

here represented by Gianpiero Saddi employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney delivered in Luxembourg on November 25th, 2013.

The prenamed power of attorney given, signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée).

Art. 1. Form. There is established by the appearing party a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation.

The Company is initially composed of a single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of Magrina S.à r.l.

Art. 3. Object. The Company's object is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares of a par value of one hundred twenty-five euro (EUR 125) each.

Art. 7. Amendment of the capital. The capital may at any time be amended by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders only.

The shares can be transferred by living persons to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 14. Single manager/ Board of managers. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The managers need not to be shareholders.

Each manager will be elected by the single shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

Art. 15. Meetings of the board of managers. The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The board of managers may also choose a secretary, who need not be a manager and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the board of managers and to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the board of managers. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers. In his absence the members of the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of a majority of the managers present or represented at any such meeting.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The person(s) convening the meeting shall determine the agenda. Notice in writing, by telegram, by telefax or e-mail of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing, by telegram, by telefax or e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by telegram, telefax or e-mail another manager as his proxy. A manager may not represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in a meeting of the board of managers by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other; and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of managers are present or represented at a meeting of the board of managers. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the managers present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given to the managers by the secretary to the board, if any, failing whom by any manager.

Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed by a circular document and be the result of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager without any exception. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 16. Powers of the managers. The single manager or whether the case may be, the board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the law or by these articles of incorporation to the general meeting of the members fall within the competence of the single manager or the board of managers.

Art. 17. Representation of the Company - Delegation of Powers. Towards third parties, the Company shall be bound by the signature of its single manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company.

The single manager or the board of managers may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management to an executive or to one or several committees whether formed from among its own members or not, or to one or more managers or other agents who may act individually or jointly. The single manager or the board of managers shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

The single manager or the board of managers may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.

Art. 18. Representation of the Company in Legal Proceedings. In all legal proceedings, be it as plaintiff or as a defendant, the Company shall be represented by the single manager or its board of managers, who may delegate this function to its chairman or any other of its members.

Art. 19. Liability of the manager. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 20. General meeting of shareholders.

20.1. If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

20.2. If the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the shareholders by registered mail.

In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Art. 21. Decisions. The decisions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the shareholders and the power of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 22. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December.

Art. 23. Balance-sheet. Each year, on the thirty-first day of December, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the deadline set for the general meeting of shareholders.

Art. 24. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent shall be allocated to the reserve required by the law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached one tenth of the subscribed share capital.

The annual net profits shall be at the free disposal of the general meeting of the members.

Subject to the conditions determined by law, the single manager or in existence of more than one manager, the board of managers may pay out an advance payment on dividends.

The single manager or the board of managers sets the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders of the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 26. Matters not provided. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The appearing party Orangefield (Luxembourg) S.A., declares to subscribe the whole capital.

All the one hundred (100) shares have been fully paid up to the amount of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) per share by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

As a result, the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now at the disposal of the Company as has been certified to the notary executing this deed.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on December 31, 2014.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Extraordinary General meeting

The above named participant, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

The sole shareholder, acting in place of the general meeting of the shareholders, has taken immediately the following resolutions:

1. To set at one (1) the number of managers of the Company;
2. To appoint LUX BUSINESS Management S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 79.709) single manager of the Company for an unlimited duration; and
3. To set the registered office of the Company at L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française:

L'an deux mille treize, le vingt-sept novembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg

A comparu:

Orangefield (Luxembourg) S.A., une société anonyme, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 28.967),

ici représentée par Monsieur Gianpiero Saddi, employé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée unipersonnelle et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par le comparant une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission desdites parts ou de création de parts nouvelles.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de Magrina S.à r.l..

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés. Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts. En cas d'un associé unique, les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés seuls.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions conformément aux dispositions légales.

Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 14. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Tout gérant pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Réunions du Conseil de Gérance. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le conseil de gérance. Le président préside les réunions du conseil de gérance. En l'absence du président, les membres du conseil de gérance peuvent désigner un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore, par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés lors de cette réunion.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les gérants au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre gérant comme son mandataire. Un gérant ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

Tout gérant peut prendre part à une réunion du conseil de gérance au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les gérants présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil de gérance par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout gérant.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil de gérance, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de la réunion aura une voix prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 16. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour pouvoir passer les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance.

Art. 17. Représentation de la Société, Délégation de pouvoirs. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant unique ou le conseil de gérance peut déléguer de manière générale ou ponctuellement la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un directeur ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

Le gérant unique ou le conseil de gérance pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.

Art. 18. Représentation de la Société en Justice. La Société est représentée dans toutes les instances de justice, tant en demandant qu'en défendant, par le conseil de gérance, qui peut déléguer cette fonction à son président ou à un autre de ses membres.

Art. 19. Responsabilité de la gérance. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 20. Décisions de l'associé ou des associés.

20.1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

20.2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 21. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations leur seront annexées.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Bilan. Chaque année le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social souscrit.

L'assemblée générale des associés dispose librement du bénéfice net annuel. Sous réserve des conditions fixées par la loi et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou le conseil de gérance peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 26. Disposition générale. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts seront tranchées en application de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée.

Souscription et paiement

La société comparante Orangefield (Luxembourg) S.A., prénommée déclare vouloir souscrire la totalité du capital social.

Les cent (100) parts ont été entièrement libérées à hauteur d'un montant de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) par part par un apport en liquide de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR).

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est par conséquent à la disposition à partir de ce moment tel qu'il a été certifié au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui est mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé prénommé a immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire:

Et à l'instant, l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à un (1).

2. Est nommé gérant unique de la Société LUX BUSINESS Management S.à r.l. pour une durée illimitée, une société à responsabilité limitée, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 79.709).

3. Le siège social de la société est établi à L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de constitution est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 décembre 2013. Relation: LAC/2013/54458. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170371/376.

(130207157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

**Vodafone Enterprise Global Businesses S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Cable & Wireless Global Businesses International Sàrl).**

Capital social: GBP 4.117.773.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 63.922.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-second day of November.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The Eastern Leasing Company Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at Vodafone House, the Connection, RG14 2FN Newbury, United Kingdom, registered with the Companies' House under number 1672832,

duly represented by Sean O'Brien, residing professionally in Luxembourg,
by virtue of a proxy given on 18 November 2013.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Cable & Wireless Global Businesses International Sàrl, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 63922, incorporated pursuant to a deed of Maître Frank BADEN, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 30 March 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 29 June 1998, number 473. The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on 3 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 12 January 2011, number 59 (hereinafter the "Company").

The appearing party representing the entire share capital then took the following resolutions:

First resolution

The sole member decides to change the name of the Company into "Vodafone Enterprise Global Businesses S.à r.l."

Second resolution:

As a consequence of the previous resolution, article 1 of the articles of association is amended as follows:

"There exists between the subscribers and all those who may become members in the future, a corporation with limited liability (société à responsabilité limitée) under Luxembourg law under the name of "Vodafone Enterprise Global Businesses S.à r.l. (hereafter "the Corporation")."

Third resolution

The sole member decides to change the registered office of the Company within the Grand Duchy of Luxembourg from the municipality of Munsbach to the municipality of Luxembourg to 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Fourth resolution

As a consequence of the first resolution, Article 3 of the Articles of Association is amended and now reads as follows:

" **Art. 3.** The registered office of the corporation is established in the municipality of Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers."

Fifth resolution

The sole member acknowledges that the sole member has changed the address of its registered office to the following address:

- Vodafone House, the Connection, RG14 2FN Newbury, United Kingdom.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that this deed is worded in English, followed by a French version; on request of the proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-deux novembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

The Eastern Leasing Company Limited, une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois de l'Angleterre et Pays de Galle, ayant son siège social au Vodafone House, the Connection, RG14 2FN Newbury, Royaume Uni, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de l'Angleterre sous le numéro 1672832,

dûment représentée par Sean O'Brien demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration donnée le 18 novembre 2013.

La procuration, signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est la seule associée de la société Cable & Wireless Global Businesses International Sàrl, une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 63922, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 mars 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 juin 1998, numéro 473. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, le 3 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 12 janvier 2011 numéro 59 (ci-après la «Société»).

La comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la Société en «Vodafone Enterprise Global Businesses S.à r.l.»

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article 1 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront associés à l'avenir, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de Vodafone Enterprise Global Businesses S.à r.l. (ci-après «la Société».)»

Troisième résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société au sein du Grand Duché de Luxembourg de la commune de Munsbach à la commune de Luxembourg-Ville, au 15 rue Edward Steichen, 2540 Luxembourg.

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article 3 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 3.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg, par une résolution d'une assemblée générale de ses associés.

La Société peut avoir des succursales ou d'autres bureaux au Luxembourg ou à l'étranger sur décision du conseil de gérance.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique prend note du changement d'adresse de l'actionnaire unique à l'adresse suivante:

- Vodafone House, the Connection, RG14 2FN Newbury, Royaume-Uni

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. O'Brien et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 novembre 2013. Relation: LAC/2013/54263. Reçu soixante-quinze euros Eur 75,-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172962/107.

(130211723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

ByDK GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3350 Leudelange, 38, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 182.433.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteenth, on the twenty-eight day of November.

Before Maitre Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

THERE APPEARED:

1.- Ms Camilla Herlev JENSBY, banker, born on the 14th September 1977 in Silkeborg (Danmark), wife of Mr Ole Jensby, with address in L-3350 Leudelange, 38, Rue du Cimetiere, and

2.- Ms Mette STADSGAARD-HAUN, banker, born on the 15th September 1971 in Randers (Danmark), wife of Mr Lars Stadsgaard-Haun, with address in L-8271 Mamer, 15, rue Jean-Pierre Wilhelm.

The above named parties have declared their intention to constitute by the present deed a limited liability company and to draw up its Articles of Association as follows:

Title I. - Name - Registered office - Purpose -Duration

Art. 1. There is hereby established a limited liability company which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10, 1915 referring to commercial companies, as amended from time to time, September 18, 1933 on limited liability companies, as amended and December 28, 1992 on single member limited liability companies (hereafter the "Law") as well as by the present articles (hereafter the "Articles").

Art. 2. The name of the company is "ByDK GmbH".

Art. 3. The registered office of the company is established in the municipality of Leudelange. It can be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its participants deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the buying and selling, mainly but not exclusively, of all kind of merchandise as well as accessories out of the clothing industry, as well into the retail, the wholesale and the internet trade.

The company may borrow in any form.

The company may contract loans, with or without guarantee and stand security for other persons or companies.

The company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. The company is established for an unlimited term.

Art. 6. The bankruptcy, insolvency or the failure of one of the participants will not put an end to the company.

Title II. - Capital - Parts

Art. 7. The capital of the company is fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-) divided into ONE THOUSAND TWO HUNDRED and FIFTY (1,250) parts of TEN EURO (EUR 10,-) each.

Art. 8. Parts can be freely transferred by the sole participant, if there is only one participant.

In case there is more than one participant, parts are freely transferable among participants. Transfer of parts inter vivos to non-participants may only be made with the prior approval given in general meeting of participants representing at least three quarters (3/4) of the share capital of the company.

For all other matters, reference is being made to Articles 189 and 190 of the Law.

Art. 9. The heirs, representatives or entitled persons of a participant and creditors of a participant cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or more managers appointed by the participants for an undetermined term. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the company, except those expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of participants.

Any litigation involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Title IV. - General meeting of Participants

Art. 11. The sole participant shall exercise all the powers vested with the general meeting of the participants under section XII of the law of August 10th, 1915.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole participant. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes, kept in a special register.

In case there is more than one participant, decisions of participants shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. Resolutions shall be validly adopted by the participants representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

However, resolutions to alter the Articles of the company may only be adopted by a quorum of at least fifty per cent (50%) of the existing participants and the affirmative vote of at least three quarters (3/4) of the company's votes present or represented at the general meeting amending the Articles, further subject to the provisions of the Law.

All general meetings of participants shall take place in Luxembourg.

Each part carries one vote at all meetings of participants.

Any participant may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a participant, to represent him at a general meeting of participants and to vote in his name and stead.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 12. The financial year of the company starts on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 13. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The remainder of the net profit is at the disposal of the general meeting of participants.

Title VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 14. In case of dissolution of the company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be participants, designated by the meeting of participants at the majority defined by Article 142 of the Law of August 10th, 1915, as amended. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the participants on the parts of the company.

The final surplus will be distributed to the participants in proportion to their respective participation in the company.

Title VII. - Varia

Art. 15. The parties refer to the existing Law and regulations for all matters not mentioned in the present Articles.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the company and shall end on the 31st December 2014.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe to the entire capital as follows:

1.- Ms Camilla Herlev JENSBY, prenamed, six hundred and twenty-five	625 parts
2.- Ms Mette STADSGAARD-HAUN, prenamed, six hundred and twenty-five	625 parts
TOTAL: one thousand two hundred and fifty	1,250 parts

The parts have been fully paid up to the amount of TEN EURO (EUR 10,-) per part by a contribution in cash of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

As a result, the amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-) is as of now at the disposal of the company as has been certified to the notary executing this deed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Extraordinary general meeting

After the Articles have thus been drawn up, the above named participant has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, it passed the following resolutions:

1.- The registered office of the company is fixed at L-3350 Leudelange, 38, Rue du Cimetière.

Have been elected managers (gérants) of the company for an undetermined term:

1.- Ms Camilla Herlev JENSBY, prenamed, and

2.- Ms Mette STADSGAARD-HAUN, prenamed.

The company shall be bound by the sole signature of any two members of the board of managers.

Power of attorney

The appearing party grants power to every employee of the office of the undersigned notary, to let draw up and sign all eventual rectifying deed of the present deed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English followed by a German version, on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and German text, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Follows the German version:

Im Jahre zweitausenddreizehn, den achtundzwanzigsten Tag im Monat November.

Vor Maître Paul BETTINGEN, Notar, mit Amtssitz in Niederanven,

SIND ERSCIENEN:

1.- Frau Camilla Herlev JENSBY, Bankbeamtin, geboren am 14. September 1977 in Silkeborg (Dänemark), Ehefrau von Herr Ole Jensby, wohnhaft in L-3350 Leudelange, 38, Rue du Cimetière, und

2.- Frau Mette STADSGAARD-HAUN, Bankbeamtin, geboren am 15. September 1971 in Randers (Dänemark), Ehefrau von Herr Lars Stadsgaard-Haun, wohnhaft in L-8271 Mamer, 15, rue Jean-Pierre Wilhelm.

Die oben benannten Parteien, erklären ihre Absicht, mit dieser Urkunde eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen und die folgende Satzung aufzuzeichnen:

Titel I. - Firma - Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, wie abgeändert, und dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die Ein-Gesellschafter Gesellschaft mit beschränkter Haftung (hiernach die "Gesetze") und der hiernach folgenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Firma "ByDK GmbH".

Art. 3. Der Gesellschaftssitz ist in der Gemeinde Leudelange. Er kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität oder Kommunikation am Gesellschaftssitz mit dem Ausland erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind.

Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Entscheidung wird durch das Organ der Gesellschaft an Drittparteien bekannt gemacht, welches am besten dafür in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Kauf und Verkauf, hauptsächlich aber nicht ausschließlich von Artikeln aus der Bekleidungsindustrie sowie deren Zubehör, im Groß- und Einzelhandel sowie der Vertrieb über Internet.

Die Gesellschaft kann Kredite jeder Art aufnehmen.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie und jegliche Art von Bürgschaften ausgeben.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann im In- und Ausland, ausüben.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSEND FÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-), eingeteilt in TAUSENDZWEIHUNDERTFÜNFZIG EURO (1.250,-) Anteile von je ZEHN EURO (EUR 10,-).

Art. 8. Die Anteile können, wenn es nur einen Gesellschafter gibt, vom alleinigen Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

Im Falle, dass es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstands der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Alle Treffen des Vorstands finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied - welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden - als für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 11. Der einzige Gesellschafter ist mit allen Zuständigkeiten ausgestattet, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 eingeräumt werden.

Alle Entscheidungen, welche nicht in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder des Vorstands fallen, können vom Gesellschafter getroffen werden. Jede solche Entscheidung muss schriftlich verfasst, in einem Protokoll festgehalten und in einem speziellen Register registriert werden.

Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der Geschäftsführung. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung nur wirksam gefasst werden, wenn ein solcher Beschluss von drei Viertel (3/4) der anwesenden oder vertretenen Stimmrechte gefasst wird, wobei mindestens fünfzig Prozent (50%) des existierenden Gesellschaftskapitals bei der Generalversammlung anwesend sein muss, ergänzt durch die Vorschriften des Gesetzes.

Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht zur Abgabe einer Stimme auf jeder Gesellschafterversammlung.

Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und auf seine Rechnung abzustimmen.

Titel IV. - Geschäftsjahr - Gewinn - Reserven

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines Jahres und endet am letzten Dezembertag desselben Jahres.

Art. 13. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zur Verfügung.

Titel VI. - Liquidation - Auflösung

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der (die) Liquidator(en) verfüg(en) über die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des existierenden Vermögens und Begleichung der Verpflichtungen.

Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag soll verwendet werden, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen.

Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Gesellschaftsbeteiligung ausgezahlt.

Titel VII. - Verschiedenes

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung

Nachdem diese Satzung wie oben stehend verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, wie folgt Anteile der Gesellschaft zu zeichnen:

1.- Frau Camilla Herlev JENSBY, vorbenannt, Sechshundertfünfundzwanzig	625 Anteile
2.- Frau Mette STADSGAARD-HAUN, vorbenannt, Sechshundertfünfundzwanzig	625 Anteile
GESAMT: eintausendzweihundertfünfzig	1.250 Anteile

Die Anteile wurden vollständig bis zu einem Betrag von ZEHN EURO (EUR 10,-) je Anteil durch Barzahlung in Höhe von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) eingezahlt.

Als Ergebnis steht ab dem jetzigen Zeitpunkt der Gesellschaft der Betrag von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) zur Verfügung, was von dem Notar, welcher diese Urkunde unterzeichnet, bestätigt wird.

Kosten

Die aufgrund dieser Gründung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr eintausendzweihundert (EUR 1.200,-) geschätzt.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Nachdem diese Satzung soeben verabschiedet wurde, entscheidet der oben erwähnte einzige Gesellschafter, eine Gesellschafterversammlung abzuhalten. Nachdem festgestellt wurde, dass die Gesellschafterversammlung wirksam konstituiert wurde, hat diese die folgenden Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-3350 Leudelage, 38, Rue du Cimetière.
- 2) Als Geschäftsführer (gérants) der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden folgende Personen ernannt:
 - 1.- Frau Camilla Herlev JENSBY, vorbenannt, und
 - 2.- Frau Mette STADSGAARD-HAUN, vorbenannt.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines Mitgliedes des Vorstandes rechtswirksam verpflichtet.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienenen Partei die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Version verfasst ist, und dass auf Hinweis derselben erschienenen Partei im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version massgebend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Personen, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde, haben die anwesenden Personen zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Camilla Herlev Jensby, Mette Stadsgaard.Haun, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 3 décembre 2013. LAC / 2013 / 54800. Reçu 75,-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 9. Dezember 2013.

Référence de publication: 2013172935/314.

(130211744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 175.755.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- "Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l." a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 167.840,

here represented by Mrs Linda Harroch, lawyer, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 4 December 2013,

- Dr VIKRAM JIT SINGH CHHATWAL, a citizen and a resident of India residing at #21-01, Tower 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, India,

here represented by Mrs Linda Harroch, previously named, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 25 October 2013,

- Mr SAVITRI CHOUDHURY, a citizen and a resident of India residing at #21-01, Tower 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, India,

here represented by Mrs Linda Harroch, previously named, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 25 October 2013.

The said proxies, signed 'ne varietur' by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of "Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l." (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.755, incorporated pursuant to a notarial deed received by the undersigned notary dated 4 March 2013, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 10 May 2013 (number 1103, page 52916). The articles have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 24 October 2013, not yet published in the Mémorial C.

The appearing parties representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolution:

Sole resolution

The shareholders decide to fully restate the articles of incorporation of the Company, without amending the purpose clause, in order to reflect the provision of any shareholders' agreement to be entered into among Dr. Vikram Jit Singh Chhatwal, Savitri Choudhury, the Company and Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l., which shall be read as follows:

1. Corporate Form and Name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l." (the "Company"), a private limited company (société à responsabilité limitée) in-

incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.8 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.9 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The Company has a share capital of one million two hundred thousand euros (EUR 1,200,000.00) divided into (i) one million and one hundred thousand (1,100,000) class A shares (the "Class A Shares") and (ii) one hundred thousand (100,000) class B shares (the "Class B Shares" and together with the Class A Shares, the "Shares"), each having a par value of one euro (EUR 1.00) and having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of Shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

6.3 Each Class A Share and Class B Share shall carry one vote each.

6.4 Notwithstanding anything to the contrary contained in these Articles, the rights in relation to Class A Shares and Class B Shares on Liquidation shall be different as set out in Article 13.9.

7. Transfer of Shares. Notwithstanding anything to the contrary contained in these Articles, the following provision shall apply in relation to transfer of Shares of the Company:

7.1 General Prohibition on Transfer

The Investors shall not, directly or indirectly, transfer, mortgage, charge or otherwise dispose of the whole or any part of its interest in, or grant any option or other rights over, or allow any Security Interest to exist or subsist over, any Class B Shares to or in favor of any person, except as expressly required or permitted by or in accordance with Articles 7.2, 7.3 and 7.4 and the Agreement to Purchase. Provided however, the Second Investor shall be free to transfer the Class B Shares held by her to the First Investor. The Company shall not register any transfer of Securities of the Company unless such transfer is in accordance with the provisions of the Articles and the Investment Agreement, failing which such transfer shall be null and void.

7.2 Transfers to the Majority Shareholder

7.2.1 Notwithstanding anything contained to the contrary herein, the Investors shall at all times be permitted to transfer the Class B Shares held by them to the Majority Shareholder pursuant to the Agreement to Purchase.

7.2.2 Notwithstanding anything contained in the Articles and the Investment Agreement, the Majority Shareholder shall be free to transfer its Class A Shares to its Affiliates and such transfer shall not qualify as an Exit.

7.3 Tag-along right

7.3.1 Tag-along Right of the Investors: If the Majority Shareholder or its Affiliate (a "Transferor") wishes to either directly or indirectly transfer any Shares and/or Securities held by it in the Company ("Offer Shares"), to a Third Party Purchaser, or to cause an Initial Public Offering such that the Transferor would receive Advent Return of more than one (1x); then the Majority Shareholder shall also have the obligation to require the Third Party Purchaser to purchase proportionate number of Class B Shares held by the Investors ("Tag Shares"), simultaneous with the purchase of the Offer Shares (or listing) ("Tag-Along Right").

7.3.2 Tag-along Notice: The Majority Shareholder shall procure that the Transferor provides written notice to the Investors ("Tag-Along Notice") of its intention to sell (and/or list) such Offer Shares. Such Tag-Along Notice shall provide the following principal terms and conditions of the proposed sale (or Initial Public Offering):

(a) the name of the proposed Third Party Purchaser or, in the case of an Initial Public Offering, the identity of the applicable public securities market;

(b) the number of Offer Shares to be sold or Securities to be listed;

(c) the agreed price, terms of payment and all other material terms and conditions as agreed between the Transferor and the Third Party Purchaser (if applicable) and/or with respect to the Initial Public Offering; and

(d) undertaking from the Third Party Purchaser that it shall not purchase the Offer Shares unless all the Tag Shares have been purchased.

7.3.3 Tag Acceptance Notice: The Investors shall send an acceptance notice ("Tag Acceptance Notice") in writing to the Majority Shareholder within 15 (fifteen) Business Days ("Acceptance Period") from the date of receipt of the Tag-Along Notice.

7.3.4 Tag Price: The price paid to the Investors for the Tag Shares shall be corresponding Investors Return as set out in the Investment Agreement.

7.3.5 Completion of Sale: Within 7 (seven) Business Days of receipt of Tag Acceptance Notice, the Majority Shareholder and the Company shall cause the sale of Offer Shares and Tag Shares to be completed to the Third Party Purchaser.

7.3.6 No Sale: It is clarified that the Transferor shall not be entitled to sell the Offer Shares to the Third Party Purchaser unless, as a condition of such sale, the Third Party Purchaser also purchases the Tag Shares on the same terms and conditions as offered to Transferor and as per the same terms set out in the Tag-along Notice.

7.3.7 In the event the Investors do not send the Tag Acceptance Notice within the Acceptance Period or refuse to exercise its Tag-Along Right ("Refusal Notice"), the Transferor shall be free to sell the Offer Shares to the Third Party Purchaser within 60 (sixty) Business Days of the expiry of the Acceptance Period or the Refusal Notice. In the event, the sale of the Offer Shares is not completed within 60 (sixty) Business Days of expiry of Acceptance Period or the Refusal Notice, as the case may be, failing which the process set out in this Article 7.3 shall be repeated again.

7.4 Drag-Along Right

7.4.1 Drag-along Right: If the Transferor proposes to transfer all of the Shares or Securities held by it in the Company ("Offer Shares") to a Third Party Purchaser; then the Transferor shall also have the right to require the Investors to sell all of their Class B Shares ("Drag Shares") at such time (the "Drag-Along Right"), irrespective of the level of any Advent Return, to the same Third Party Purchaser to whom the Transferor is selling its Shares and/or Securities to (and/or, in the case of an Initial Public Offering, to list all such Shares on the same public securities exchange as the Transferor).

7.4.2 Drag-along Notice: The Drag-Along Right shall be exercised by the Transferor by providing a written notice of 15 (fifteen) Business Days to the Investors ("Drag-Along Notice") of its intention to sell or list all of its Shares and/or Securities. Such Drag-Along Notice shall include the following details:

(a) the name of the Third Party Purchaser or, in the case of an Initial Public Offering, the identity of the applicable public securities market;

(b) the agreed price, terms of payment and all other material terms and conditions as agreed between the Transferor and the Third Party Purchaser (if applicable) and/or with respect to the Initial Public Offering.

7.4.3 Drag Price: The price payable to the Investors pursuant to exercise of Drag-along Right ("Drag Price") shall be as follows:

(a) If the Exit Proceeds are equal to or less than the Investment Costs (i.e. Advent Return is 1x or less than 1 x), then subject to Applicable Laws, the return to the Investors for sale of Drag Shares shall be nil; or

(b) If the Exit Proceeds are more than the Investment Costs (i.e. the Advent Return is more than 1x), then Investor Returns; and all other terms and conditions (except the Drag Price) shall be no less favourable those offered to the Transferor.

7.4.4 Co-operation by the Investors: If the Drag-Along Right is exercised, then the Investors shall take all action reasonably necessary to do and shall assist and cooperate in good faith with the Transferor in causing the sale by him of his Class B Shares to the Third Party Purchaser or the listing by it of his Class B Shares on the applicable public securities exchange at its own costs.

7.4.5 Authority to Board of Majority Shareholder: If the Investors do not, within 15 (fifteen) Business Days of the date of the Drag-Along Notice (or on the date specified in the Drag-Along Notice if later than 15 (fifteen) Business Days after the date of the Drag-Along Notice) execute any documents required for exercise of Drag-along Right, then each member of the board of the Majority Shareholder (individually), in office from time to time is authorised to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of the Investors such documents as may be required for exercise of Drag-along right by the Transferor.

7.4.6 Payment of Drag Price to the Investors: The Majority Shareholder shall procure that the Investors are paid the Drag Price, if any, simultaneously with payment of sale of Offer Shares to the Majority Shareholder.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action, which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, any two Managers;

10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment (initiated from Luxembourg) provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned. For the avoidance of doubt, written resolution shall be avoided in case the Company has to decide any important or strategic decisions.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' Resolutions.

13.1 Subject to Article 13.9, each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4, 13.5 and 13.9, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultations, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3 and 13.9, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by at least half of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

13.9 Notwithstanding anything to the contrary contained in these Articles, the Investors shall have the following shareholders' rights:

13.9.1 Prior Consent of Investors for amendment to Articles: No action shall be taken so as to amend the Articles in any manner whatsoever to effect any change therein of the terms as contemplated in the Articles and the Investment Agreement and any other agreement executed between the Company and the Investors, without the prior written consent of the Investors.

13.9.2 Shareholder's Meetings: Any amendment to the Articles shall only be undertaken by the Shareholders (either physically or through a proxy holder or a POA holder or through electronic means) in a shareholders meeting. If any amendment in the Articles is contemplated at a shareholders meeting, the notice and agenda for such shareholders meeting shall be served at least 14 (fourteen) Business Days in advance to the Investors. The Investors shall be entitled to participate in a shareholders meeting for proposing amendment to the Articles including by way of electronic means, save and except where presence is required before a notary public in which case the Investors may grant a power of attorney.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January each year and ends on the 31st of December the same year.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and Liquidation.

16.1. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

16.2 The rights in relation to Class A Shares and Class B Shares on Liquidation are set out under the Investment Agreement.

17. Conflict. To the extent that the terms and conditions of the Investment Agreement conflict with the Articles, then the terms of the Investment Agreement shall prevail and to that extent the Articles shall be amended to reflect the agreed understanding between the Shareholders.

18. Definition. When used in the Articles the following terms shall have the meanings set out below, it being understood that any legal term for any action, remedy, method of judicial proceeding, legal document, legal status, court, official or any legal concept of thing shall in respect of any relevant jurisdiction be deemed to include what most nearly approximates in that jurisdiction to the legal term used herein:

"Advent Return"	shall mean the multiple arrived after dividing: (i) Exit Proceeds by (ii) the Investment Costs;
"Affiliate"	with respect to a person shall mean: (a) in case of a Shareholder other than a natural person, any other person that, either directly or indirectly through one or more intermediate persons, Controls, is Controlled by or is under common Control with such party; or (b) in case of any person that is a natural person any Relative of such natural person; (c) in case of the Company or the Majority Shareholder, shall include without limitation, a pooled investment vehicle organised by Company or the Majority Shareholder (of an Affiliate thereof); or a fund organised by either of them controlled by any entity which is under the

	management of Advent International Corporation which is present investment manager of Company and the Majority Shareholder;
"Agreement to Purchase"	shall mean an agreement to purchase dated 24 October 2013 executed between the Majority Shareholder, the Company and the Investors;
"Applicable Law"	shall mean all applicable statutes, laws, by-laws, rules, enactments, regulations, treaties, circulars, orders, ordinances, protocols, codes, guidelines, policies, notices, directives, directions, rules of common law, orders, decree and judgments of courts or any other requirements, restrictions, conditions or any similar form of decision, determination, application, execution, interpretation or pronouncement having the force of law of any governmental authority having jurisdiction over the matter in question, whether in effect as of the date of the adoption of the Articles or thereafter, in any jurisdiction or political sub-division;
"Articles"	shall mean relation to the Company, its articles of association as amended from time to time;
"Business Day"	shall mean a day, other than a Saturday or a Sunday, on which banking institutions are generally open for business in Mumbai, India and in the Grand Duchy of Luxembourg;
"Class A Shares"	shall mean the shares of the Company designated as "Class A" Shares as per the Articles and held by the Majority Shareholder;
"Class B Shares"	shall mean the shares of the Company designated as "Class B" shares as per the Articles and held by the Investors;
"Control"	shall mean with respect to a person (other than an individual): (a) direct or indirect ownership of more than 50% of the voting securities of such person; (b) the right to appoint, or cause the appointment of, majority of the members of the board of directors (or similar governing body) of such person; or (c) the right to manage, or direct the management of, on a discretionary basis, the assets of such person, and, for avoidance of doubt, a general partner is deemed to Control a limited partnership and, solely for the purposes of the Investment Agreement, a fund advised or managed directly or indirectly by a person shall also be deemed to be Controlled by such person (and the terms "Controlling" and "Controlled" shall have meanings correlative to the foregoing);
"Drag-Along Notice"	shall have the meaning ascribed to it in article 7.4.2;
"Drag-Along Right"	shall have the meaning ascribed to it in article 7.4.1;
"Drag Shares"	shall have the meaning ascribed to it in article 7.4.1;
"Euro" and "EUR"	shall mean the euro, the lawful currency of the participating members states that have adopted the same as their respective lawful currency in accordance with the legislation of the European Union relating to Economic and Monetary Union;
"Exit"	shall mean: (a) sale of any or all outstanding securities of QCIL, whether by way of a private transaction or Initial Public Offering; (b) sale of any or all outstanding securities of the Company, whether by way of a private transaction or Initial Public Offering; (c) sale of all or substantially all assets of QCIL or the Company, whether in a single or a series of transaction; (d) Liquidation of QCIL; (e) Liquidation of the Company;
"Exit Proceeds"	shall mean exit proceeds (in EUR) received by the Company and /or the Majority Shareholder pursuant to an Exit (including any dividend payable to the Shareholders), after having deducted and/ or paid any and all costs, charges and expenses, including advisory fees and applicable taxes;
"Initial Public Offering"	shall mean the first public offering of any class of shares or securities that results in a listing of such class of shares or securities on a public securities market, whether effected by way of an offer for sale, or a new issue of shares or otherwise;
"Investment Agreement"	means any investment agreement dated 24 October 2013 entered into among the Shareholders and the Company;
"Investment Costs"	shall mean the investment costs (in EUR) and administrative expenses (in EUR) incurred by the Majority Shareholder or the Company or any of its Affiliates or any of its direct or indirect subsidiaries, for the purpose of investment in QCIL as may be further detailed in the Investment Agreement;
"Investors"	means DR. VIKRAM JIT SINGH CHHATWAL, a citizen and a resident of India residing at #21-01, Tower 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, India (the "First Investor") and SAVITRI CHOUDHURY, a citizen and a resident of India residing at #21-01, Tower 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, India (the "Second Investor"), collectively;

“Liquidation”	shall mean passing of the winding up order by a competent court, or passing of resolution by the shareholders for winding-up;
“Majority Shareholder”	means Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 167.840;
“QCIL”	means Quality Care India Limited, a company incorporated under the (Indian) Companies Act, 1956 and having its registered office at 6- 3/248/2, Road No. 1, Banjara Hills, Hyderabad 500 034;
“Relative”;	in relation to any person being a natural person, shall mean any person who is a parent, child, spouse or sibling of such person;
“Securities”	shall mean Class A Shares, Class B Shares and/or interest free preferred equity certificates or other similar instrument in each case issued by the Company to a Shareholder, and “Security” shall mean any one of them;
“Security Interest”	shall mean any mortgage, charge, pledge, lien, encumbrance, hypothecation or assignment or any another agreement or arrangement having the effect of conferring security;
“Shares”	shall mean all of Class A Shares and the Class B Shares and “Share” means any one of them;
“Shareholder(s)”	shall mean the Majority Shareholder, the Investors and any Person who becomes a shareholder of the Company in accordance with the terms of the Articles and the Investment Agreement, in each case for so long as such Person remains a shareholder of the Company;
“Tag-Along Notice”	shall have the meaning ascribed to it in article 7.3.2;
“Tag-Along Right”	shall have the meaning ascribed to it in article 7.3;
“Third Party Purchaser”	shall mean a bona fide arm’s length third party purchaser (other than an Affiliate);
“Transferor”	shall have the meaning set out in article 7.3.1;
“Yecla”	shall mean Yecla Limited, a limited liability company existing and organised under the laws of Cyprus, with its registered office at 2, Diagorou Street, ERA House, 10 th floor, 1097 Nicosia, Cyprus.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille treize, le cinq décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- «Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.840,

ici représentée par Madame Linda Harroch, avocat, ayant son adresse professionnelle à Howald, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée en date du 4 décembre 2013.

- Dr. VIKRAM JIT SINGH CHHATWAL, résidant au #21-01, Tour 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, Inde,

ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée en date du 25 octobre 2013.

- Monsieur SAVITRI CHOUDHURY”, résidant au #21-01, Tour 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, Inde,

ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée en date du 25 octobre 2013.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

Laquelle partie comparante est l’associé unique de «Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et

des Sociétés sous le numéro B 175.755, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 4 mars 2013, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 10 mai 2013 (numéro 1103, page 52916). Les statuts ont été modifiés suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 octobre 2013, non encore publié au Mémorial C.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

Les associés décident de procéder à la refonte totale des statuts de la Société sans modification de l'objet social, afin de refléter les termes du pacte d'actionnaire entre Dr. Vikram Jit Singh Chhatwal, Madame Savitri Choudhury, la Société et Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l., qui devront désormais être lus comme suit:

1. Forme et Nom. Ce document constitue les statuts (les «Statuts») de «Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l.» (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) L'associé Unique (tel que défini à l'Article 8.2) si la Société est administrée par un Associé Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si la Société administrée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 En tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés de la Société (une «Résolution des Associés») prise en conformité avec ces Statuts - notamment l'article 13.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la «Loi Luxembourgeoise»).

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par l'Associé Unique ou le Conseil de gérance, le cas échéant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objets. Les objets de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.3 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.4 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que l'Administrateur Unique ou le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.7 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autre titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des

actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent Article 3.7 "garantie" inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.8 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.9 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est d'un million deux cent mille euros (EUR 1.200.000,00), divisé en (i) un million cent mille (1.100.000) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A») et (ii) cent mille (100.000) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»), formant ensemble avec les Parts Sociales de Classe A les «Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) et ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans restriction, accepter de l'equity ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des Parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes sous réserve que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux devra être considéré comme leur représentant; la Société s'adressera à ce représentant comme s'il était l'unique associé au regard de cette Part Sociale notamment eu égard à l'exercice du droit de vote, aux dividendes ainsi qu'à tous autres droits à paiement.

6.3 Chacune des Parts Sociales de Classe A et de Classe B dispose d'une voix.

6.4 Nonobstant toute disposition contraire aux présents Statuts, les droits attachés aux Parts Sociales de Classe A et aux Parts Sociales de Classe B, en cas de Liquidation, sont différents de ceux énoncés dans l'Article 13.9.

7. Transfert des Parts. Nonobstant toute disposition contraire aux présents Statuts, la disposition suivante s'applique au transfert de Parts Sociales de la Société:

7.1 Interdiction Générale de Transférer

Les Investisseurs ne pourront pas, directement ou indirectement, transférer, hypothéquer, imputer ou céder une partie ou la totalité de ses intérêts, ou accorder toute option ou droits, ou permettre à toute Sûreté d'exister ou de subsister, de toutes Parts Sociales de Classe B au nom ou en faveur de toute personne, excepté ce qui est expressément prévu ou permis par ou en vertu des Articles 7.2, 7.3 et 7.4 et du Contrat d'Achat. Etant prévu cependant que le Second Investisseur soit libre de transférer les Parts Sociales de Classe B détenues par lui au Premier Investisseur. La Société n'enregistrera aucun transfert de Titres de la Société à moins que de tels transferts respectent les dispositions des Statuts et du Contrat d'Investissement, faute de quoi ce transfert sera nul et non avvenu.

7.2 Transferts à l'Associé Majoritaire

7.2.1 Nonobstant toute disposition contraire, les Investisseurs pourront à tout moment transférer leurs Parts Sociales de Classe B à l'Associé Majoritaire, en vertu du Contrat d'Achat.

7.2.2 Nonobstant toute disposition contraire aux présents Statuts et au Contrat d'Investissement, l'Associé Majoritaire est libre de transférer ses Parts Sociales de Classe A à ses Filiales; de tels transferts n'étant pas qualifiés de Sortie.

7.3 Droit de Cession Conjointe

7.3.1 Droit de Cession Conjointe des Investisseurs: si l'Associé Majoritaire ou sa Filiale (un Cédant) désire transférer, soit directement ou indirectement, quelques Parts Sociales et/ou Titres détenus par lui dans la Société («Parts Sociales d'Offre»), à un Tiers Acheteur, ou engendrer un Premier Appel Public à l'Épargne, de telle sorte que le Cédant reçoive l'Advent Return plus d'une fois (1x); alors, l'Associé Majoritaire aura également l'obligation de demander au Tiers Acheteur d'acheter un nombre proportionnel de Parts Sociales de Classe B détenues par les Investisseurs («Parts Sociales de Cession»), simultanément avec l'achat des Parts Sociales d'Offre (ou la cotation) («Droit de Cession Conjointe»).

7.3.2 Notification de Cession Conjointe: L'Associé Majoritaire fera en sorte que le Cédant fournisse une notification écrite à les Investisseurs («Notification de Cession Conjointe») reprenant ses intentions de vendre (et/ou de cotation) de telles Parts Sociales d'Offre. Cette Notification de Cession Conjointe reprendra les principaux termes et conditions du projet de vente (ou du Premier Appel Public à l'Épargne) suivants.

(a) Le nom du Tiers Acheteur concerné ou, dans le cas d'un Appel Public à l'Épargne, l'identification du marché public de titres concerné;

(b) Le nombre de Parts Sociales d'Offre à vendre ou de Titres à coter;

(c) Le prix convenu, les délais de paiement et tous les autres termes et conditions importants convenus entre le Cédant et le Tiers Acheteur (le cas échéant) et/ou sous réserve du Premier Appel Public à l'Épargne; et

(d) L'engagement de la part du Tiers Acheteur qu'il n'achètera pas les Parts Sociales d'Offre à moins que les Parts Sociales de Cession n'aient été achetées.

7.3.3 Notification de Cession Acceptée: Les Investisseurs enverront une Notification d'Acceptation («Notification de Cession Acceptée») par écrit à l'Associé Majoritaire endéans les 15 (quinze) Jours Ouvrables («Période d'Acceptation») à compter de la date de réception de la Notification de Cession Conjointe.

7.3.4 Prix de Cession: le prix payé aux Investisseurs pour les Parts Sociales de Cession doit correspondre au Rendement pour les Investisseurs tel que mentionné dans le Contrat d'Investissement.

7.3.5 Conclusion de la Vente: Endéans les 7 (sept) Jours Ouvrables à compter de la réception de la Notification de Cession Acceptée, l'Associé Majoritaire et la Société devront vendre les Parts Sociales d'Offre et les Parts Sociales de Cession, le tout devant être complété par le Tiers Acheteur.

7.3.6 Non Vente: Il est prévu que le Cédant ne pourra vendre de Parts Sociales d'Offre au Tiers Acheteur à moins qu'en vertu des conditions d'une telle vente, le Tiers Acheteur achète également les Parts Sociales de Cession en vertu des mêmes termes et conditions que ceux appliqués au Cédant et en vertu des termes repris dans la Notification de Cession Conjointe.

7.3.7 Si les Investisseurs n'envoient pas la Notification de Cession Acceptée dans la Période d'Acceptation ou s'ils refusent d'exercer leur Droit de Cession Conjointe («Notification de Refus»), le Cédant sera libre de vendre les Parts Sociales d'Offre au Tiers Acheteur endéans 60 (soixante) Jours Ouvrables suivant l'expiration de la Période d'Acceptation ou de la Notification de Refus. Si la vente des Parts Sociales d'Offre n'a pas été effectuée dans les 60 (soixante) Jours Ouvrables d'expiration de la Période d'Acceptation ou de la Notification de Refus, le cas échéant, la procédure prévue par l'Article 7.3 devra être répétée.

7.4 Droit de Sortie Conjointe

7.4.1 Droit de Sortie Conjointe: si le Cédant propose de transférer toutes les Parts Sociales ou tous les Titres détenus par lui au sein de la Société («Parts Sociales d'Offre») à un Tiers Acheteur, alors le Cédant aura également le droit de demander aux Investisseurs de vendre toutes leurs Parts Sociales de Classe B («Parts Sociales de Sortie») à tout moment (le «Droit de Sortie Conjointe») et ce quel que soit le niveau des Advent Return, au même Tiers Acheteur à qui le Cédant vend ses Parts Sociales et/ou ses Titres (et/ou, dans le cas d'un Premier Appel Public à l'Épargne, de coter toutes ces Parts Sociales sur le même marché public de titres concerné que du Cédant).

7.4.2 Notification de Sortie Conjointe: Le Droit de Sortie Conjointe sera exercé par le Cédant sous réserve d'une notification écrite, envoyée dans les 15 (quinze) Jours Ouvrables aux Investisseurs («Notification de Sortie Conjointe») et attestant de son intention de vendre ou de coter toutes ses Parts Sociales et/ou Titres. Une telle Notification de Sortie Conjointe contiendra les informations suivantes:

(a) Le nom du Tiers Acheteur ou, dans le cas d'un Premier Appel Public à l'Épargne, l'identité du marché public de titres concerné;

(b) Le prix convenu, les délais de paiement et tous les autres termes et conditions importants convenus entre le Cédant et le Tiers Acheteur (le cas échéant) et/ou sous réserve du Premier Appel Public à l'Épargne.

7.4.3 Prix de Sortie: Le prix à payer aux Investisseurs par application du Droit de Sortie Conjointe («Prix de Sortie») sera déterminé comme suit:

(a) Si les Bénéfices de Sortie sont égaux ou inférieurs aux Coûts d'Investissement (par exemple que le Retour sur Investissement d'Advent soit d'une fois ou moins d'une fois), alors et en vertu des Lois Applicables, le rendement dont bénéficie les Investisseurs pour la vente des Parts Sociales de Sortie sera nul; ou

(b) Si les Bénéfices de Sortie sont supérieurs aux Coûts d'Investissement (par exemple que le Retour sur Investissement d'Advent soit supérieur à 1x), alors le rendement dont bénéficient les Investisseurs ainsi que tous les autres termes et conditions (sauf le Prix de Sortie) ne seront pas moins favorables que ceux applicables au Cédant.

7.4.4 **Coopération des Investisseurs:** Si le Droit de Sortie Conjointe est exercé, alors les Investisseurs pourront raisonnablement prendre toutes les mesures nécessaires et pourront assister et coopérer de bonne foi avec le Cédant concerné par la vente de ses Parts Sociales de Classe B au Tiers Acheteur ou coter ses Parts Sociales de Classe B applicables sur le marché public de titres concerné à ses propres frais.

7.4.5 **Autorité du Conseil de l'Associé Majoritaire:** si les Investisseurs, dans un délai de 15 (quinze) Jours Ouvrables à compter de la date de Notification de Sortie Conjointe (ou à compter de la date mentionnée dans la Notification de Sortie Conjointe si le délai de 15 (quinze) Jours Ouvrables partant de la date de Notification de Sortie Conjointe est dépassé) ne signe pas les documents requis pour l'exercice du Droit de Sortie Conjointe, alors tous les membres du conseil de gérance de l'Associé Majoritaire (pris individuellement), de temps à autre et en lieu et place du bureau, est autorisé à exécuter, compléter et délivrer, en qualité d'agent agissant pour le compte des Investisseurs, de tels documents pouvant être nécessaires pour l'exercice du Droit de Sortie Conjointe par le Cédant.

7.4.6 **Paiement du Prix de Sortie aux Investisseurs:** l'Associé Majoritaire devra s'assurer que les Investisseurs payent le Prix de Sortie, le cas échéant, simultanément avec le paiement attaché à la vente des Parts Sociales d'Offre à l'Associé Majoritaire.

8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants ("Gérants") nommés par une Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

8.2 Dans le cas où la Société est administrée par un seul gérant, il est défini ci-après comme le "Gérant Unique".

8.3 En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un gérant pourra être révoqué à tout moment, pour toute cause légitime, par Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul gérant, ou dans tous les autres cas, le Conseil de Gérance, peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de celles requérant une décision des Associés conformément à la Loi Luxembourgeoise ou aux présents Statuts.

10. Représentation de la société. Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou engager la Société:

10.1 Dans le cas où la Société n'a qu'un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 En cas de pluralité de gérants, deux des Gérants;

10.3 Toute personne à qui le pouvoir aura été délégué en conformité avec l'Article 11.

11. Agent des gérants. Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de Gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de représentation de la Société ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les «Réunions du Conseil de Gérance») sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les gérants ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite Réunion du Conseil de Gérance en personne ou par un représentant autorisé.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une Réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant (à l'exclusion de toute autre personne), pour assister, délibérer, voter et exécuter ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs autres Gérants lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sous réserve que (et tant que les conditions de quorum sont satisfaites) au moins deux Gérants soient physiquement présents à la Réunion du Conseil de Gérance tenue en personne ou participant à la Réunion du Conseil de Gérance tenue conformément à l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Tout Gérant ou son représentant peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire (initiée depuis le Luxembourg) sous réserve que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants tout au long de la réunion. Ledit participant sera réputé présent à la réunion, sera comptabilisé dans le quorum et habilité à prendre part au vote. Conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute affaire conclue de telle manière par les Gérants sera, pour les besoins de ces Statuts, réputée valablement et effectivement conclue par le Conseil de Gérance, nonobstant le fait que le nombre de Gérants (ou leur représentant) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, son représentant), est valide et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu, signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants. Les résolutions écrites devront être évitées en cas de prise de décisions importantes et stratégiques.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Gérance sont signés et les extraits de ces procès-verbaux certifiés par tous les Gérants présents aux réunions.

13. Résolutions des associés.

13.1 Conformément à l'Article 13.9, tout Associé dispose d'un vote pour chaque action qu'il détient.

13.2 Comme prévu aux Articles 13.3, 13.4, 13.5 et 13.9, les Résolutions des Associés sont valablement prises seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, toutefois si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être prise à la majorité des votes enregistrés, sans tenir compte du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Le changement de nationalité de la Société ainsi que l'accroissement des participations des Associés dans la Société requièrent l'unanimité.

13.4 Tel qu'il est prévu aux Articles 13.3 et 13.9, toute résolution modifiant les Statuts (y compris un changement de Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.6 Une assemblée des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite assemblée en personne ou par représentant autorisé.

13.7 Un associé pourra être représenté à une assemblée des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être prises par écrit et non en assemblée, sous réserve que chaque Associé reçoive le texte exact des résolutions et des décisions à adopter et donne son vote part écrit.

13.9 Nonobstant toute disposition contraire aux présents Statuts, les Investisseurs détiennent les droits d'associés suivants:

13.9.1 Consentement préalable des Investisseurs pour la modification des Statuts: Aucune mesure modifiant les Statuts et ayant pour effet de modifier les termes mentionnés dans les Statuts, dans le Contrat d'Investissement et dans tout autre accord conclu entre la Société et les Investisseurs ne sera prise sans le consentement préalable de des Investisseurs.

13.9.2 Assemblée des Associés: Les Statuts seront modifiés par les Associés (soit présents physiquement ou via un mandataire, sur base d'une attestation ou encore par voie électronique) lors de l'Assemblée des Associés. Si toute modification dans les Statuts est ordonnée lors d'une Assemblée d'Associés, l'avis et l'agenda de cette Assemblée d'Associés devront être signifiés aux Investisseurs dans un délai de 14 (quatorze) Jours Ouvrables au moins et ce avant l'Assemblée d'Associé. Les Investisseurs seront en mesure de participer à l'Assemblée des Associés afin de soumettre toute modification des Statuts et pourront également le faire par voie électronique, à l'exception des cas devant notaire où la présence est requise et dans quels cas les Investisseurs pourront se faire représenter au moyen d'un mandat.

14. Exercice social.

14.1 L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

15. Distribution des parts.

15.1 Du bénéfice net, déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital nominal de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

16.2 Les droits attachés aux Parts Sociales de Classe A et aux Parts Sociales de Classe B, suite à une Liquidation, sont mentionnés dans le Contrat d'Investissement.

17. Conflit. Dans le cas où les termes et conditions mentionnés dans le Contrat d'Investissement entrent en conflit avec les Statuts, alors les termes du Contrat d'Investissement prévalent et dans ce cas, les Statuts seront modifiés afin qu'ils soient conformes aux engagements pris par les Associés.

18. Définitions. Lorsque les termes suivants sont utilisés dans les Statuts, ils feront alors référence à la désignation indiquée ci-dessous; il est entendu que toute entité juridique qui se joint à la moindre action, recours judiciaire, procédure judiciaire, documents juridiques, statuts légaux, litiges, étatique ou quelques notions juridiques que ce soit, devra, sous couvert de saisir la juridiction compétente, être considéré comme reprenant ce qui se rapproche le plus dans cette juridiction, des termes légaux utilisés ci-dessous:

«Associé Majoritaire»	désigne Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.840;
«Associé(s)»	désigne l'Associé Majoritaire, les Investisseurs et toute Personne qui devient Associé de la Société, par application des dispositions des Statuts et de le Contrat d'Investissement, dans tous les cas et aussi longtemps qu'une telle Personne reste Associé de la Société;
«Bénéfices de Sortie»	désigne les bénéfices de sortie (en EUR) reçue par la Société et/ou l'Associé Majoritaire en vertu d'une Sortie (y incluant tout dividende payable aux Associés), après déduction et/ou paiement d'une partie ou de tous les coûts, frais et dépenses, incluant les honoraires de consultation et les taxes applicables;
«Cédant»	a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.3.1;
«Contrat d'Achat»	désigne tout contrat d'achat conclu à la date du 24 octobre 2013 entre l'Associé Majoritaire, la Société et les Investisseurs;
«Contrat d'Investissement»	désigne tout contrat d'investissement conclu le 24 octobre 2013 entre les Associés et la Société;
«Contrôle»	désigne toute entité (autre qu'un particulier): (a) détenant directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote dans cette entité; (b) ayant le droit de nommer, ou de révoquer la nomination de la majorité des membres du conseil d'administration (ou de tout autre organe gouvernant similaire) de cette entité; ou (c) ayant le droit de diriger ou ayant directement la direction, de manière discrétionnaire, des éléments d'actifs de cette entité, et, pour écarter tout doute, un commandité est réputé Contrôler une société en commandite mais également, seulement en vertu du Contrat d'Investissement, un fonds conseillé ou dirigé directement ou indirectement par une personne est également réputé être Contrôlé par une telle personne (les termes «Contrôlant» et «Contrôlé» devant être entendus comme ayant la même signification que celle mentionnée précédemment);
«Coûts d'Investissement»	désigne les coûts d'investissement (en EUR) et les dépenses administratives (en EUR) encourus par l'Associé Majoritaire ou la Société ou ses Filiales ou encore toutes ses succursales directes ou indirectes, et provoqués par l'investissement dans Quality Care India Limited, transaction plus détaillée dans le Contrat d'Investissement;
«Droit de Cession Conjointe»	a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.3;
«Droit de Sortie Conjointe»	a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.4.1.
«Euro» et «EUR»	désigne l'euro, monnaie légale des états membres participants qui ont adopté la monnaie unique en vertu de leur législation monétaire, en accord avec la législation de l'Union Européenne relative à l'Union Economique et Monétaire.
«Filiales»	entendues en tant que personne désigne: (a) un Associé autre qu'une personne physique ou toute autre personne qui, soit directement ou indirectement et via une ou plusieurs personnes intermédiaires, Contrôle, est Contrôlé ou est sous Contrôle commun d'une telle partie; ou (b) toute personne physique ou tout Parent de cette personne physique; (c) la Société ou l'Associé Majoritaire, comprenant notamment, des instruments collectifs de placement mis en place par la Société ou l'Associé Majoritaire (d'une Filiale de celle-ci);

	ou un fond mis en place par eux et contrôlé par toute entité contrôlée par la Société Advent International, étant l'actuel gestionnaire de placement de la Société et de l'Associé Majoritaire.
«Investisseurs»	désigne DR. VIKRAM JIT SINGH CHHATWAL, citoyen et résident en Inde, résidant au #21-01, Tour 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, Inde (le «Premier Investisseur») et SAVITRI CHOUDHURY, résidant au #21-01, Tour 5, Planet Godrej, K.K. Marg, Mahalaxmi, Mumbai 400 011, Inde (le «Second Investisseur»), collectivement;
«Jours Ouvrables»	désigne un jour, autre qu'un Samedi ou un Dimanche, où les banques sont généralement ouvertes à Mumbai (Inde) et au Grand-Duché du Luxembourg;
«Liquidation»	désigne le prononcé d'une ordonnance de mise en liquidation par une juridiction compétente ou le prononcé d'une résolution par les associés de mettre en liquidation;
«Loi Applicable»	désigne tous les statuts, lois, règlements, règles, promulgations, réglementations, traités, circulaires, ordres, ordonnances, protocoles, codes, lignes directrices, politiques, notices, directives, instructions, règle de droit commun, arrêts et jugements des juridictions ou toute autre élément nécessaire, restrictions, conditions ou toute autre forme de décision, dénomination, application, exécution, interprétation ou prononcés ayant force de loi et émanant de toute autorité gouvernementale compétente dans la matière en question, produisant des effets à compter de la date d'adoption des Statuts ou juste après, dans quelque subdivision juridique ou politique que ce soit;
«Notification de Cession Conjointe»	a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.3.2;
«Notification de Sortie Conjointe»	a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.4.2;
«Parent»	renvoie à toute personne physique et désigne toute personne telle qu'un parent, un enfant, une épouse, un frère ou une soeur de cette personne;
«Parts Sociales de Classe A»	désigne les parts sociales de la Société mentionnées en tant que Parts Sociales de «Classe A» dans les Statuts et détenues par l'Associé Majoritaire;
«Parts Sociales de Classe B»	désigne les parts sociales de la Société mentionnées en tant que Parts Sociales de «Classe B» dans les Statuts et détenues par les Investisseurs;
«Parts Sociales de Sortie»	a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.4.1;
«Parts Sociales»	désigne toutes les Parts Sociales de Classe A et toutes les Parts Sociales de Classe B et «Part Sociale» désigne un seul d'entre eux;
«Premier Appel Public à l'Épargne»	désigne le premier appel public à l'épargne de toutes classes de parts sociales ou de titres résultant d'une cotation de telles classes de parts sociales ou de titres sur un marché public de titres concerné, que ce soit effectué par voie d'offre de vente ou par une nouvelle émission de parts sociales ou autre;
«QCIL»	désigne Quality Care India Limited, une société constituée selon la loi indienne de 1956 relative aux Sociétés et ayant son siège social au 6-3/248/2, Rue N°1, Banjara Hills, Hyderabad 500 034;
«Retour sur Investissement d'Advent»	désigne le multiple obtenu après division: (i) les Bénéfices de Sortie par (ii) les Coûts d'Investissement;
«Sortie»	désigne: (a) La vente de plusieurs ou de tous les titres de Quality Care India Limited, que ce soit par une transaction privée ou un Premier Appel Public à l'Épargne; (b) La vente de plusieurs ou de tous les titres de la Société, que ce soit par une transaction privée ou un Premier Appel Public à l'Épargne; (c) La vente de plusieurs ou en grande partie des actifs de Quality Care India Limited ou de la Société, que ce soit par une transaction unique ou une série de transactions; (d) La liquidation de Quality Care India Limited; (e) La liquidation de la Société;
«Statuts»	désigne les statuts de la Société tels que modifiés de temps en temps;
«Sûreté»	désigne toute hypothèque, taxe, gage, privilège, charges, hypothèque ou cession ou tout autre accord ou entente ayant un effet de garantie;
«Tiers Acheteur»	désigne un tiers acheteur indépendant de bonne foi (autre qu'une Filiale);
«Titres»	désigne les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe A et/ou les attestations d'Intérêts d'Actions Privilégiées ou tout autre instrument similaire, à chaque émission faite par la Société à un Associé, et «Garantie» désigne un seul d'entre eux;

«Yecla» désigne Yecla Limited, une société à responsabilité limitée existante et constituée selon les lois de Chypre et ayant son siège social au 2, Rue Diagorou, ERA House, 10^{ème} étage, 1097 Nicosie, Chypre.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16173. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013178442/849.

(130217688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Gardenialux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 82.741.

— DISSOLUTION

L'an deux mille treize,

le treize décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

La société de droit des Iles Vierges Britanniques CONISTON FINANCIAL LTD., ayant son siège à Vanterpool Plaza, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, dûment représentée par la société de droit panaméen GLEN UNIVERSAL INC., ici représentée par Monsieur Rob Sonnenschein, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 29 novembre 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme GARDENIALUX S.A., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 82.741 (NIN 2001 2216 069) a été constituée suivant acte reçu par le notaire André SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 29 juin 2001, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1235 du 27 décembre 2001.

II.- Que le capital de la société s'élève à cent cinquante mille Euros (€ 150.000.-), représenté par cent cinquante (150) actions d'une valeur nominale de mille Euros (€ 1.000.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément que la société GARDENIALUX S.A. n'est impliquée dans aucun litige ou procès de quelque nature qu'il soit et que les actions ne sont pas mises en gage ou en nantissement.

Après avoir énoncé ce qui précède, la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et pour autant que nécessaire décide de dissoudre la société GARDENIALUX S.A.

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, CONISTON FINANCIAL LTD., représentée par la société GLEN UNIVERSAL INC., agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société GARDENIALUX S.A. a été réglé et CONISTON FINANCIAL LTD., représentée par la société GLEN UNIVERSAL INC., demeurera responsable de toutes dettes et de tous engagements financiers éventuels, présentement inconnus de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société étant ainsi achevée, et partant elle est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;

- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare;

- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;
- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuels, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: R. SONNENSCHNEIN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 décembre 2013. Relation: ECH/2013/2385. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2013.

Référence de publication: 2013178802/52.

(130218559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

DBS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.247.

In the year two thousand and thirteen on the twenty-second day of October,
before Maître Francis Kessler, public notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in her capacity as a special proxy holder of the board of managers of the société à responsabilité limitée DBS Holding S.à r.l., having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, with current share capital amounting to EUR 12,500, R.C.S. Luxembourg number B 179 247, incorporated in Luxembourg on July 25, 2013 before Maître Francis Kessler, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 2368 of September 25, 2013 (the "Company"). A copy of the board resolutions is here annexed.

The said appearing person, acting in her said capacity, has requested the attesting public notary to record her declarations and statements which follow:

I.- That the subscribed share capital of the société à responsabilité limitée DBS Holding S.à r.l. currently amounts to EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred euro), represented by 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares with a nominal value of EUR 1,00 (one euro) each, all fully paid up.

II.- That on terms of Article eight of the Articles of Incorporation, the authorized capital is set at EUR 350,000,000.- (three hundred and fifty millions euro), divided into 350,000,000.- (three hundred and fifty millions) shares with a par value of EUR 1,00 (one euro) each;

and the board of managers has been authorized during a period of five years after the date of publication of these Articles of Incorporation, dated September 25, 2013, to increase the subscribed capital of the Company, within the limits of the authorized capital, without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe, Article eight of the Articles of incorporation then being modified so as to reflect the result of such increase of capital.

III.- That the board of managers, in its meeting of the September 25, 2013 and in accordance with the authorities conferred on it by the terms of Article eight of the Articles of Incorporation, has realized an increase of capital by the amount of EUR 349,987,500 (three hundred and forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred euro) so as to raise the subscribed capital from its current to EUR 350,000,000 (three hundred and fifty millions euro), by the creation and issuance of 349,987,500 (three hundred and forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred) new shares, all with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each (the "New shares"), having the same rights and privileges as the existing shares.

IV.- That still pursuant to the powers conferred to the board of managers, on terms of Article eight of the Articles of Incorporation, the board has allowed to the subscription of the total new shares by the sole shareholder, i.e. the company Danig Limited, a limited company, having its registered office at 31, Victoria street, BER - HM10 Victoria Place, Hamilton.

V.- That the 349,987,500 (three hundred and forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred) new shares have been entirely subscribed and fully paid up by contribution in kind consisting in the conversion of a claim held by Danig Limited towards the Company for an amount of EUR 349,987,500 (three hundred and forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred euro) (the "Claim") as was certified by presentation of the supporting documents for subscriptions and payments.

VI.- That following the realization of this authorized increase of the share capital, Article eight, paragraph one, of the Articles of Incorporation has therefore been modified and reads as follows:

« **Ar. 5.** The Company's capital is set at three hundred and fifty millions euro (EUR 350,000,000.-), represented by three hundred and fifty millions (350,000,000.-) shares of one euro (EUR 1.-) each.»

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Prevailing language

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le vingt-deux octobre.

Pardevant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée DBS Holding S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, ayant un capital social actuel de EUR 12,500, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg numéro B 179 247 constituée à Luxembourg le 25 juillet 2013 pardevant Maître Francis Kessler, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2368 du 25 septembre 2013. Une copie des résolutions reste ci-annexée.

Lequel mandataire, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée DBS Holding S.à r.l., prédésignée, s'élève actuellement à EUR 12,500 (douze mille cinq cents euro), divisé en 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune, entièrement libérées.

II.- Qu'aux termes de l'Article huit des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à EUR 350,000,000.- (trois cent cinquante millions d'euros) qui sera divisé en 350,000,000.- (trois cent cinquante millions) de parts sociales de EUR 1,00 (un euro) chacune

et le conseil de gérance a été autorisé à décider, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, en date du 25 septembre 2013, de procéder à la réalisation de cette augmentation de capital sans réserver de droit préférentiel de souscription aux associés antérieurs pour l'émission de nouvelles parts sociales, l'Article huit des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que le conseil de gérance, en sa réunion du 25 septembre 2013, et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'Article huit des statuts, a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence de EUR 349,987,500.- (trois cent quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros), en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel à EUR 350,000,000.- (trois cent cinquante millions d'euros), par la création et l'émission de 349,987,500.- (trois cent quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes parts sociales.

IV.- Que le conseil de gérance, toujours en vertu des pouvoirs conférés par l'Article huit des statuts, a accepté la souscription de la totalité des nouvelles parts sociales par l'associé unique, à savoir la société anonyme Danig Limited, une limited company, ayant son siège social au 31, Victoria street, BER - HM10 Victoria Place, Hamilton.

V.- Que les 349,987,500.- (trois cent quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents) nouvelles parts sociales ont été souscrites par le souscripteur prédésigné et libérées intégralement par un apport en nature consistant en la conversion d'une créance détenue par Danig Limited envers la Société pour un montant de EUR 349,987,500.- (trois cent quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros), ce dont il a été justifié par la présentation des pièces justificatives des souscription et libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, le premier alinéa de l'Article huit des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à trois cent cinquante millions d'euros (EUR 350,000,000.-), représenté par trois cent cinquante millions (350,000,000.-) de parts sociales d'un euro (EUR 1.-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept mille euros (EUR 7.000.-).

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13957.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013163395/112.

(130200000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Agence d'Assurances Feith S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7782 Bissen, 61, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 173.898.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.

12, rue de la Gare

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2014000500/13.

(130224472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Exit Door Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 130.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 121.857.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014002183/10.

(140001152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

Lux-Composition S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9516 Wiltz, 22, rue du 31 Août 1942.

R.C.S. Luxembourg B 92.444.

RECTIFICATIF

Nouveau dépôt en remplacement du dépôt rectificatif n° L130214953

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 06/01/2014.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2014002381/15.

(140001941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.
